



Bulletin des Énergies renouvelables en Afrique

Un Compte rendu de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique
Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD), en collaboration avec l'ONU/DI

DISPONIBLE EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YIMB/SDREA/](http://www.iisd.ca/yimb/sdrea/)
VOLUME 149, No. 1, LUNDI, 21 AVRIL 2008



CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE: 16-18 AVRIL 2008

La Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique s'est déroulée à l'Hôtel Le Méridien Président de Dakar au Sénégal, du 16 au 18 avril 2008. Cette Conférence qui avait pour thème «faire fonctionner les marchés des énergies renouvelables en Afrique: politiques, industries et financement pour une production à grande échelle», a été organisée conjointement par le Gouvernement du Sénégal, l'Union africaine (UA), le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONU/DI). La Conférence a rassemblé plus de 500 participants parmi lesquels des délégués et des experts de haut niveau de l'énergie et de l'industrie venus des pays africains; des représentants de la Commission de l'Union africaine (CUA) et des communautés économiques régionales africaines; des représentants des agences des Nations unies et des organisations bilatérales, du secteur privé et des organisations non gouvernementales régionales et internationales.

La Conférence avait pour but de fournir un leadership et un engagement visibles à une stratégie commune de production à grande échelle des énergies renouvelables basée sur le marché en Afrique. Les principaux objectifs étaient les suivants: évaluer le potentiel des énergies renouvelables pour répondre aux défis énergétiques qui se posent à l'Afrique; identifier les options politiques et réglementaires, ainsi que de nouvelles mesures politiques visant à stimuler une diffusion élargie et accélérée des énergies renouvelables axée sur le marché, et identifier les besoins en matière de capacités pour les facilitateurs et les acteurs du marché des énergies renouvelables.

Cette réunion de trois jours s'articulait autour des sessions plénières et parallèles et d'un Segment ministériel. Les recommandations issues de ces sessions ont été regroupées et présentées sous forme d'un Plan d'action pour une production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique, approuvé dans la Déclaration de Dakar sur la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique. La Déclaration qui a été adoptée lors du Segment ministériel souligne que les participants à la Conférence, ont entre autres:

- convenu d'un objectif continental africain pour les gouvernements, consistant à faire passer les investissements annuels dans les énergies renouvelables à 10 milliards de dollars entre 2009 et 2014, avec l'appui des partenaires pour le développement;
- adopté un plan d'Action composé de cinq programmes clés;
- exhorté les gouvernements africains, leurs partenaires internationaux pour le développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, à appuyer avec de ressources suffisantes la mise en œuvre du Plan d'action; et
- recommandé que l'UA, l'ONU/DI et les autres partenaires pertinents pour le développement mettent sur pied au niveau ministériel, un groupe de plaidoyer qui sera soutenu par une unité de coordination.

Le rapport qui suit fournit des informations de base sur les institutions et les initiatives africaines liées à l'énergie, ainsi qu'un résumé des discussions et des résultats de la Conférence.

UN BREF APERÇU DES INSTITUTIONS ET DES INITIATIVES AFRICAINES LIÉES À L'ÉNERGIE

Cette partie du bulletin situe la Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique dans le contexte élargi de la gouvernance générale de l'énergie dans la région. Elle présente les principales institutions africaines chargées des questions énergétiques, ainsi qu'un résumé chronologique des principales initiatives, décisions et déclarations du continent sur l'énergie.

INSTITUTIONS LIÉES À L'ÉNERGIE

UNION AFRICAINE: L'UA est la principale organisation responsable de la promotion de l'intégration socio-économique de l'ensemble du continent. Elle compte 53 États africains membres, en plus du Maroc qui y a un statut particulier. L'UA qui a été créée par la Déclaration de Syrte du 9 septembre 1999, est considérée comme un moyen pour accélérer l'intégration, permettre à l'Afrique de jouer un rôle plus actif dans l'économie mondiale, et résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques communs.

Un des principaux organes de l'UA, la CUA, est dotée d'une Direction des infrastructures et de l'énergie. L'UA est également le siège de plusieurs comités techniques spécialisés dont le Comité chargé de l'industrie, la science et la technologie, l'énergie, les ressources naturelles et l'environnement.

COMMISSION AFRICAINE DE L'ÉNERGIE: Suite à une série de réunions régionales organisées entre 1980 et 2001, les ministres africains de l'énergie se sont rencontrés à Alger, Algérie, les 23 et 24 avril 2001, et y ont décidé de créer la Commission africaine de l'énergie (AFREC).

FORUM DES MINISTRES AFRICAINS DE L'ÉNERGIE: Le Forum des ministres africains de l'énergie (FEMA) a été lancé lors d'une réunion tenue le 3 août 2005 à Entebbe, Ouganda. Son but était de promouvoir l'engagement

DANS CETTE ÉDITION

Un bref aperçu des Institutions et des Initiatives africaines sur l'énergie	1
Institutions liées à l'énergie	1
Initiatives liées à l'énergie	2
Principales Déclarations et Décisions clés sur l'énergie	2
Rapport de la réunion	3
Cérémonie d'ouverture	4
Sessions plénières	4
Sessions parallèles	6
Séance plénière de clôture et Segment ministériel	11
Prochaines réunions	13
Glossaire	14

Le Bulletin sur les énergies renouvelables en Afrique est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, publié par Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Alexandra Conliffe et Kati Kulovesi. Édition numérique: Joe Nyangon. Version française: Hélène Kom - Révision: Alice Bisiaux. Éditrice: Alice Bisiaux <alice@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par l'ONU/DI. L'IIDD est joignable au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises à travers les listes de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles sur le Site web <http://www.iisd.ca/>. Pour tout renseignement sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service Information de l'IIDD, par courrier électronique à <kimo@iisd.org>, par téléphone au +1-646-536-7556 ou par voie postale au 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.

et l'orientation politiques, l'augmentation de l'accès aux ressources énergétiques ainsi que l'amélioration de leur utilisation et de leur gestion pour le développement durable du continent.

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE: Créée en 1958, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA) constitue l'une des cinq commissions régionales qui travaillent sous la direction administrative du Siège des Nations unies. L'une des principales tâches de la CENUA est d'assurer l'amélioration de la coopération et de la coordination entre les agences des Nations unies et les organisations africaines pour une mise en œuvre efficace du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

La Division du développement durable, l'une des six grandes divisions de la CENUA, joue un rôle actif dans le domaine de l'énergie, en plus de travailler dans les autres domaines.

ONU-ÉNERGIE/AFRIQUE: Réunis à Nairobi, Kenya, le 8 mai 2004, les ministres africains de l'énergie ont adopté une recommandation de créer l'ONU-Énergie/Afrique (UNEA). L'UNEA est un cadre de collaboration régionale qui promeut la coordination entre les Nations unies et les autres organisations œuvrant dans le domaine de l'énergie pour le développement de l'Afrique.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT: La Banque africaine de développement (BAD) est la principale institution financière de développement de l'Afrique. Ses principales activités dans le domaine de l'énergie impliquent des investissements dans un certain nombre de pays pour: développer l'approvisionnement de l'énergie; offrir un accès plus grand et des prix plus abordables; assurer le lien entre les projets électriques; renforcer les institutions; et créer un environnement favorable pour la participation du secteur privé.

La BAD procède actuellement à une révision de sa Politique énergétique de 1994. La nouvelle version devrait inclure la rationalisation des projets sur l'énergie durable et les changements climatiques, l'établissement de cibles minimales pour les programmes de prêts et d'aide liés aux changements climatiques et à l'énergie durable. En outre, le Programme de financement des services en énergie pour les petits utilisateurs d'énergie d'Afrique est actuellement mis en œuvre par l'Unité du développement durable et de réduction de la pauvreté de la BAD.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE AFRICAINE: Le Traité d'Abuja qui a créé la Communauté économique africaine (CEA) fut adopté à la 27^e Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) tenue à Abuja, Nigéria, du 3 au 5 juin 1991. Le Traité d'Abuja qui est entré en vigueur en mai 1994, appelle à la mise en place d'une CEA à travers l'intégration graduelle des activités des communautés économiques régionales existantes et futures d'Afrique. Les communautés économiques régionales actuelles sont notamment: l'Union du Maghreb arabe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, le Marché commun d'Afrique orientale et australe, la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

INITIATIVES LIÉES À L'ÉNERGIE

NEPAD: Le NEPAD a été adopté à la 27^e session de l'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement de l'OUA réunie à Lusaka, Zambie, du 9 au 11 juillet 2001. Le NEPAD a été conçu pour répondre aux objectifs de développement de l'UA et fonctionne comme un programme de l'Union.

Dans le document cadre du NEPAD, les gouvernements ont adopté plusieurs objectifs relatifs à l'énergie, notamment:

- un accroissement de 10 à 35% ou plus de l'accès à l'énergie commerciale fiable et abordable, au cours des 20 prochaines années;
- une amélioration de la fiabilité et une réduction du coût de l'approvisionnement de l'énergie, afin de permettre une croissance économique de 6% par an; et
- mettre un terme à la dégradation environnementale résultant de l'utilisation des combustibles traditionnels dans les zones rurales.

Le travail du NEPAD dans le secteur de l'énergie a bénéficié de l'appui de la communauté internationale, et le Plan de Johannesburg de mise en application a souligné la nécessité d'établir et de promouvoir des programmes, des partenariats et des initiatives pour soutenir les objectifs du NEPAD en matière d'énergie.

RÉSEAU AFRICAIN DES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTEIFICATION: Les ministres participant à la Réunion des ministres africains sur le Développement durable de l'énergie tenue à Nairobi, Kenya, le 8 mai 2004, ont lancé officiellement le Réseau africain des énergies renouvelables pour la lutte contre la désertification. Ce réseau rassemble des organismes opérant dans les domaines des énergies renouvelables et de la désertification dans le but de renforcer la coopération et d'harmoniser les mesures visant à promouvoir les énergies renouvelables.

PLAN D'ACTION CONSOLIDÉ DE L'AFRIQUE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE: À sa deuxième réunion tenue les 29 et 30 septembre 2005 à Dakar, Sénégal, la Conférence ministérielle africaine sur la science et la technologie a adopté le Plan d'action consolidé de l'Afrique pour la science et la technologie qui comporte un aperçu de cinq programmes phares de recherche et développement à mettre en œuvre entre 2006 et 2010, dont un programme sur l'énergie, l'eau et la désertification.

INITIATIVE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA: L'Initiative Muraille verte pour le Sahara a été officiellement lancée lors du Sommet de l'UA sur la sécurité alimentaire en Afrique, organisé à Abuja, Nigéria, du 4 au 7 décembre 2006. Son objectif est de stopper l'avancée du désert du Sahara vers le sud et d'améliorer les moyens de subsistance des habitants de la zone sahélo-saharienne, et en particulier, de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et de substitution afin de réduire la dépendance directe à l'égard de la biomasse pour ce qui est de la consommation d'énergie domestique.

PRINCIPALES DÉCLARATIONS ET DÉCISIONS MINISTÉRIELLES SUR L'ÉNERGIE

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE: À la Réunion des ministres africains sur le développement de l'énergie durable qui s'est tenue les 7 et 8 mai 2004 à Nairobi, au Kenya, les ministres ont adopté une Déclaration sur les énergies renouvelables en Afrique qui appelle *entre autres*, à la promotion de la production durable de la biomasse et de son utilisation efficace dans tous les secteurs, à l'amélioration du développement des énergies renouvelables considérées comme moyen d'appliquer avec succès la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et à la promotion du développement durable en Afrique.

CONFÉRENCE DES MINISTRES AFRICAINS SUR L'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: La Conférence des ministres africains sur l'énergie hydroélectrique et le développement durable s'est tenue à Johannesburg, Afrique du Sud, les 8 et 9 mars 2006. Cette conférence a adopté une Déclaration ministérielle et un Plan d'Action en vertu desquels les ministres africains chargés de l'eau et de l'énergie ont pris l'engagement de préparer un plan d'action commun pour mettre en œuvre le potentiel hydroélectrique de l'Afrique afin de promouvoir le développement durable, l'intégration régionale, la sécurité énergétique et en matière d'eau, et l'élimination de la pauvreté. La mise en œuvre du Plan d'action est exécutée conjointement par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau, l'AFREC et le FEMA.

DÉCLARATION DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE L'UNION AFRICAINE DES MINISTRES EN CHARGE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE: La première Conférence de l'UA des ministres en charge de l'énergie électrique qui s'est tenue à Addis-Abeba, Éthiopie, du 20 au 24 mars 2006 a adopté une Déclaration et une Décision ministérielles en vertu desquelles les ministres ont convenu de travailler ensemble pour mettre en valeur le potentiel énergétique du continent, en particulier l'énergie

hydroélectrique considérée comme une source importante d'énergie renouvelable, et d'instituer un Fonds africain pour l'électricité, avec un accent sur l'électrification rurale.

DÉCLARATION DU CAIRE SUR LA COOPÉRATION ET LA SOLIDARITÉ AFRICAINES: Réunie au Caire, en Égypte, du 11 au 15 décembre 2006, la première Conférence des ministres africains responsables des Hydrocarbures a adopté la Déclaration du Caire sur la coopération et la solidarité africaines, ainsi qu'un Plan d'Action. Ces instruments ont été par la suite entérinés par les chefs d'État et de gouvernement de l'UA lors du huitième Sommet de l'UA. Entre autres, le Plan d'action demande à la CUA d'élaborer des politiques et des stratégies pour le développement des énergies renouvelables, les biocarburants notamment, considérés comme substitués des hydrocarbures.

DÉCLARATION D'ALGER ET PLAN D'ACTION SUR LA CONTRIBUTION DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE À LA PAIX ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Les ministres africains et les hauts fonctionnaires se sont réunis à Alger, Algérie, les 9 et 10 janvier 2007, dans le cadre de la Conférence régionale africaine de haut niveau sur la contribution de l'énergie nucléaire à la paix et au développement durable. Cette réunion a abouti à un Plan d'action qui met l'accent sur la nécessité pour l'Afrique de tirer pleinement parti des avantages de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire pour son développement économique et social.

DÉCLARATION DU HUITIÈME SOMMET DE L'UA SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Au huitième Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA de janvier 2007, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté des décisions concernant entre autres: les changements climatiques et le développement; la mise en œuvre l'Initiative Muraille verte pour le Sahara; le renforcement de la recherche et du développement, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables, de la sylviculture et de l'agriculture, pour accroître la capacité de résilience et d'adaptation du continent aux changements climatiques. Une déclaration ministérielle adoptée lors du Sommet encourage le transfert des technologies pertinentes respectueuses du climat à l'intérieur, et entre les pays en développement.

RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE:

La Conférence internationale de Tokyo sur la Conférence des ministres africains sur l'énergie et l'environnement pour le développement durable de l'Afrique s'est tenue les 22 et 23 mars 2007 à Nairobi, au Kenya. Dans son résumé, le président de la réunion souligne que le développement de l'énergie propre présente un immense potentiel pour le secteur privé, en particulier pour les nouvelles entreprises hors réseau et les systèmes énergétiques communautaires dans des domaines tels que les biocarburants à coût abordable et les produits d'éclairage hors réseau.

DÉCLARATION DE MAPUTO: Les ministres africains réunis dans le cadre du FEMa à Maputo, Mozambique, du 28 au 30 mars 2007, ont adopté la Déclaration de Maputo sur la sécurité énergétique et le développement durable en Afrique, qui met l'accent sur la nécessité:

- d'accroître l'accès aux services en énergie modernes;
- d'améliorer l'utilisation du riche potentiel de l'Afrique en ressources énergétiques;
- d'accroître les flux financiers pour répondre aux besoins d'investissements en énergie de l'Afrique; et
- de promouvoir une meilleure combinaison d'options d'approvisionnement énergétique.

DÉCLARATION D'ADDIS-ABEBA ET PLAN D'ACTION SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES BIOCARBURANTS EN AFRIQUE:

Le Premier séminaire de haut niveau sur les biocarburants en Afrique s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 30 juillet au 1er août 2007. Ce séminaire qui était organisé conjointement par la CUA, le gouvernement du Brésil et l'ONUDI, s'est conclu par l'adoption de la Déclaration d'Addis-Abeba sur le développement durable des biocarburants en Afrique, et d'un plan d'action. Le plan englobe le développement de l'éthanol, du biodiesel, du biogaz, la gazéification de la



Le Président du Sénégal, Abdoulaye Wade, arrive à l'Hôtel Le Méridien Président pour la Conférence.

biomasse et la cogénération, considérés comme secteurs prioritaires. Il contient aussi un certain nombre de domaines d'activités transversaux, notamment les cadres politiques et institutionnels, les mécanismes de financement, les évaluations des ressources, le développement des capacités et le renforcement de l'expertise technique.

RAPPORT DE LA RÉUNION

La Conférence s'est ouverte dans la matinée du mercredi 16 avril par une cérémonie d'accueil. Dans l'après-midi s'est tenue une séance plénière d'ouverture au cours de laquelle les principaux orateurs ont donné un aperçu de l'état du développement des énergies renouvelables et des besoins au niveau mondial et en Afrique. Les participants se sont ensuite répartis dans trois sessions parallèles pour examiner le thème de politique et de cadres réglementaires. Le mercredi soir, l'une des trois sessions parallèles sur les investissements et le financement s'est réunie.

Dans la matinée du jeudi 17 avril, les participants se sont réunis dans deux sessions plénières pour examiner les thèmes suivants: transfert des technologies et développement; renforcement des capacités, la recherche et le développement. Dans l'après-midi, ils ont tenu quatre sessions parallèles sur les technologies. En début de soirée, les participants ont assisté à deux autres sessions parallèles sur les investissements et le financement.

Dans la matinée du vendredi 18 avril, les participants ont débattu en séance plénière des principales conclusions d'une sélection des sessions parallèles. Ils ont ensuite examiné le projet de Plan d'action et de Déclaration de Dakar sur la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique. Le vendredi après-midi, l'ordre du jour de la Conférence a été modifié afin de permettre au Premier ministre du Sénégal de participer au Dialogue ministériel. Les participants se sont d'abord réunis pour le Dialogue ministériel au cours duquel la Déclaration de Dakar a été adoptée. Le Premier ministre a officiellement clos la Conférence toutefois, les participants ont assisté à une séance plénière de clôture avant de lever la séance.

Ce rapport présente d'abord le résumé des principales présentations, des discussions et des résultats de la cérémonie d'ouverture, des séances plénières et des sessions parallèles sélectionnées. Il résume ensuite le Plan d'action et la Déclaration issus de la Conférence et qui ont été examinés au cours de la séance plénière de clôture et du Segment ministériel.



Le Président du Sénégal Abdoulaye Wade est accueilli par Kande Yumkella, Directeur Général de l'ONUDI.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Le mercredi matin, Samuel Sarr, Ministre de l'énergie du Sénégal, a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence. Il a mis en relief l'impact de la hausse des prix du pétrole sur les économies africaines et a souligné le rôle que la Conférence pourrait jouer dans l'élaboration d'une vision continentale pour les énergies renouvelables en Afrique, soutenue par la communauté internationale.

Regina Ecker de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), a parlé de l'appui de l'Allemagne pour le développement des énergies renouvelables en Afrique. Elle a souligné que la Conférence devrait se pencher sur: les mécanismes visant à assurer que l'Afrique tire profit des énergies renouvelables; les moyens pour convaincre la population du continent des avantages des énergies renouvelables; et les conditions favorables pour les investisseurs privés.

Bernard Zoba, Commissaire de l'infrastructure et de l'énergie de la Commission de l'Union africaine (CUA), a mis en exergue l'«énorme» potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique. Il a souligné l'importance de la coopération Africaine dans la promotion de l'hydroélectricité, ainsi que des cadres juridiques et institutionnels, des modes de financement novateurs et du renforcement des capacités.

Kandeh Yumkella, Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a mis l'accent sur la nécessité de se concentrer sur l'avenir de l'Afrique à long terme plutôt que sur sa crise énergétique, et sur la création des richesses et non pas sur la gestion de la pauvreté. Faisant appel à des approches ambitieuses, il a parlé du potentiel de l'Afrique à contribuer aux objectifs de l'Union européenne (UE) pour faire passer la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation totale d'ici 2020, et plus spécifiquement à l'objectif de porter à 10% la part des biocarburants dans le secteur des transports, dans le même délai.

Abdoulaye Wade, Président du Sénégal, a salué le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour avoir identifié les priorités du développement qui sont notamment les infrastructures et l'énergie. Il a mis l'accent sur le potentiel de l'énergie solaire et d'autres sources d'énergie renouvelable, a exhorté à la rupture du lien entre l'énergie et la pollution, avant de lancer un appel pour la solidarité mondiale et le financement. Abdoulaye Wade a parlé aussi des initiatives du Sénégal, notamment des éco villages basés sur l'utilisation des matériaux locaux.

SESSIONS PLÉNIÈRES

SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE: Au cours de la séance plénière d'ouverture qui s'est déroulée le mercredi après-midi, l'on a assisté à la présentation d'un aperçu général de la production des énergies renouvelables et des besoins en Afrique et dans le reste du monde.



Samuel Sarr, Ministre de l'énergie du Sénégal

Mike Enskat de la GTZ, a déclaré que contrairement à il y a cinq ans, la question n'est pas de savoir si les énergies renouvelables sont appropriées pour l'Afrique, mais comment ces énergies doivent être développées. Il a souligné que la Conférence devrait envoyer un message politique que l'Afrique a de fortes ambitions pour le développement des énergies renouvelables. Mike Enskat a demandé si les énergies renouvelables ont besoin d'un siège institutionnel dans le cadre panafricain.

Youba Sokona de l'Observatoire du Sahara et du Sahel, a indiqué que les systèmes énergétiques doivent «trouver le juste équilibre» entre l'équité sociale, la viabilité économique, la cohérence institutionnelle et la durabilité environnementale. Il a insisté sur la nécessité de porter la réflexion au-delà du niveau des projets, afin de permettre des changements radicaux dans le secteur de l'énergie.

Mettant en exergue les besoins en énergie «énormes et urgents» de l'Afrique, Ogunlade Davidson de l'Université du Sierra Leone a souligné les défis posés au développement des énergies renouvelables, en particulier les coûts initiaux élevés de nombreuses technologies. Il a déploré le fait que les investissements étrangers dans le domaine des énergies renouvelables s'orientent surtout vers l'Inde et la Chine, et que, dans sa forme actuelle, le Mécanisme pour un développement propre (MDP) ne profite pas à l'Afrique.

Touria Dafrallah de l'Organisation Environnement et développement du Tiers monde (Enda-tm), a souligné l'augmentation en 2007, des investissements globaux dans les énergies renouvelables et des capacités installées totalisant 240 gigawatts, en excluant les grandes centrales hydroélectriques. Elle a parlé d'importantes augmentations de la production d'énergie éolienne, soulignant que les pays en développement suivent aussi cette tendance. Dafrallah a relevé que: plus de 60 pays du monde ont une politique des énergies renouvelables; les pays européens et le Japon ont des cibles en matière de biocarburants dans le secteur des transports, et 17 pays ont rendu obligatoire le mélange de biocarburants et carburants pour les véhicules.

Amadou Diallo de la Banque africaine de développement (BAD), a parlé des défis énergétiques de l'Afrique, notamment, la pollution atmosphérique résultant de la cuisson des aliments et l'accès insuffisant aux technologies énergétiques modernes. Il a souligné l'importance des énergies renouvelables dans la réduction de la pauvreté et la promotion des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), avant de présenter les activités pertinentes de la Banque.

Ngagne Dieye, Ministre sénégalais des biocarburants, des énergies renouvelables et de la recherche scientifique, a expliqué que le Sénégal a mis au point un vaste portefeuille de projets sur les énergies renouvelables, et a souligné l'importance de la coopération avec les partenaires pour le développement

TRANSFERT DES TECHNOLOGIES DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT: La session plénière sur le transfert des technologies des énergies renouvelables et le développement s'est déroulée dans la matinée du jeudi.

Abeeku Brew-Hammond de l'Université Kwame Nkrumah des Sciences et Technologies du Ghana, a fait une présentation sur les critères mis au point pour évaluer la réussite de la diffusion technologique pour différentes technologies des énergies renouvelables en Afrique. Il a souligné que la diffusion technologique est efficace lorsqu'elle s'appuie sur les industries établies, les liens avec des institutions financières et une main-d'œuvre qualifiée. Il a indiqué que les projets des énergies renouvelables sont souvent voués à l'échec lorsqu'ils sont pilotés par les donateurs; menés par des institutions de recherche et de développement sans la participation des industries locales et du secteur privé, et lorsqu'ils sont centrés uniquement sur la formation.

Xi Wenhua de Gansu Natural Energy Research Institute (GNERI) de Chine, a présenté les initiatives de recherche et les réalisations de GNERI, expliquant la manière dont ces initiatives pourraient améliorer la coopération Sud-Sud. Il a indiqué que depuis 2001, GNERI a organisé plus de 20 ateliers de formation internationaux sur les applications de l'énergie solaire, dont plusieurs en Afrique.



Kandeh Yumkella, Directeur Général de l'ONUDI

Chudi Ukpabi de «Biogaz pour une meilleure vie, une initiative africaine», a expliqué que l'Initiative vise à installer deux millions d'unités de biogaz au niveau familial en dix ans. Il a indiqué que la mise en œuvre des projets nationaux de biogaz au Népal et en Inde pourrait être reproduite en Afrique et que l'Initiative entreprend actuellement des études de faisabilité dans 20 pays africains. Il a rappelé que la dépendance à l'égard des subventions ne constitue pas une pratique durable et que l'appui solide à long terme des gouvernements et des donateurs, ainsi que les partenariats, sont indispensables pour la réussite de l'Initiative.



Chudi Ukpabi, de «Biogaz pour une meilleure vie: une initiative africaine»

Albert Rugumayo du Ministère de l'énergie et du développement minéral de l'Ouganda, a expliqué que son pays vise à mettre en place un secteur de biogaz durable et commercialement viable, à travers notamment l'installation de 50 000 unités de biogaz au cours des cinq prochaines années. Il a souligné le potentiel de développement du biogaz dans les écoles, notant que les bio-latrines peuvent améliorer les conditions environnementales tout en réduisant les coûts de l'énergie. Il a mis l'accent sur la nécessité de la participation de multiples parties prenantes et de l'acceptation par la population des bio-latrines.

Pradeep Monga de l'ONUDI, a souligné que l'Organisation centre ses efforts sur le remplacement des combustibles à forte intensité énergétique dans les petites et moyennes entreprises (PME), et a présenté plusieurs projets réussis. Il a recommandé de commencer par une évaluation des besoins énergétiques de l'Afrique, suivie entre autres, d'ensembles de technologies appropriées et d'approches-programmes intégrées.

Arnulf Grübler de International Institute for Applied Systems Analysis, a appelé à une évaluation énergétique globale et intégrée qui va au-delà des projets individuels et des analyses sectorielles. Il a souligné la nécessité d'examiner l'efficacité des utilisations énergétiques et de se concentrer sur la demande d'énergie pour la satisfaction des besoins humains élémentaires. A propos de l'approvisionnement en énergie, Grübler a reconnu l'importance du potentiel de la biomasse, mais a insisté sur les utilisations concurrentes des terres pour l'agriculture et la sylviculture, et sur la concurrence économique entre les productions énergétique et alimentaire. Il a attiré l'attention sur les problèmes potentiels des technologies des énergies renouvelables, notamment les dommages causés aux turbines éoliennes, et a rappelé qu'il avait fallu 25 ans de soutien politique et financier pour rendre la production brésilienne d'éthanol compétitive face aux combustibles fossiles.

Au cours du débat qui a suivi, un participant a souligné la nécessité de centrer les efforts sur les besoins des générations futures, et a suggéré d'incorporer dans le programme d'éducation le sujet des énergies renouvelables et la sensibilisation sur ses avantages. Brew-Hammond a attiré l'attention sur les obstacles du marché en ce qui a trait aux énergies renouvelables en Afrique, et a parlé des plans mis au point par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour ouvrir ses marchés de l'énergie. Monga a déploré le fait que moins d'un milliard de dollars US sur les 100 milliards investis dans les énergies renouvelables à l'échelle mondiale, ont été consacrés à l'Afrique. Il a fait appel à l'assistance bilatérale et multilatérale, et à la mise en place des signaux appropriés du marché pour attirer les investisseurs. Ukpabi a parlé des efforts entrepris pour encourager les étudiants diplômés à s'intéresser aux technologies du biogaz, et de la nécessité de promouvoir les petites entreprises.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT POUR LES MARCHÉS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE: La session plénière sur le renforcement des

capacités et la recherche et le développement pour les marchés des énergies renouvelables en Afrique s'est déroulée dans la matinée du jeudi.

Brew-Hammond a souligné que pour réussir, le renforcement des capacités doit intégrer les facteurs sociaux, financiers, de marché et autres, en plus des aspects techniques. Il a déclaré que le renforcement des capacités devrait être centré sur les principaux acteurs du marché et intégré dans la réalité du développement des projets, et que les gouvernements locaux et les institutions d'élaboration des politiques et de réglementation ont un rôle déterminant à jouer dans le renforcement des capacités, mais qu'ils négligent souvent. Brew-Hammond a invité à explorer les nouveaux outils de renforcement des capacités, soulignant que «l'apprentissage par la pratique» est plus efficace que les séminaires et les ateliers.

Hussein Elhag de la Commission africaine de l'énergie (AFREC), a présenté un aperçu des programmes de



Hussein Elhag, AFREC

renforcement des capacités de l'AFREC, notamment: les centres de formation permanente en politique énergétique; la formation ciblée et la formation en entreprise, l'analyse de projets et le soutien à la préparation; les bourses d'études et les stages dans les centres spécialisés. Il a également parlé des nouveaux mécanismes, en particulier des centres africains d'excellence sur les énergies renouvelables.

John French du Partenariat sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEEP), a présenté les grandes lignes des consultations régionales tenues en février 2008 sur l'Afrique australe, et qui ont mis en relief l'absence de planification énergétique et de politique de financement à long terme de l'énergie. Il a parlé de l'assistance mise à la disposition des gouvernements africains pour la planification énergétique et d'un manuel sur le renforcement des capacités produit par le REEEP et l'ONUDI pour l'élaboration de la réglementation et des politiques en Afrique, et qui comprend des études de cas, des analyses et des exemples.

Sécou Sarr de Enda-tm, a fait une présentation sur le programme de renforcement des capacités à l'attention des entrepreneurs, élaboré par le Projet de promotion de l'entreprise d'énergie en milieu rural (AREED) et qui inclut la formation, le contact permanent avec les entrepreneurs participants et l'aide financière. Il a souligné que l'interaction continue permet d'identifier les entrepreneurs qui s'intéressent effectivement au projet et pas seulement au capital de démarrage.

Minoru Takada du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a indiqué que le nombre de personnes qu'ayant pas accès aux combustibles propres pour la cuisson des aliments devrait passer à 720 millions d'ici 2030. Sur la base d'une étude de cas effectuée au Népal, il a fourni les coûts initiaux importants du renforcement des capacités, et a estimé que les options de production à grande échelle décentralisée pour les deux milliards de «pauvres en énergie» du monde



Minoru Takada, PNUD

nécessiteraient un investissement global de 200 milliards de dollars, avec des besoins de subventions externes de 20 milliards de dollars.

Anna Moreno de l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et l'environnement, a présenté DESIRE-net, une plateforme d'apprentissage en ligne sur les énergies renouvelables et l'environnement durable qui fournit gratuitement des facilités d'apprentissage pour les décideurs, les concepteurs et les exploitants des énergies renouvelables. Elle a également parlé des initiatives afro-italiennes pour les échanges dans le domaine de l'éducation, notamment: l'Association des ingénieurs africains à Rome et d'un projet dans le cadre duquel les étudiants des écoles italiennes offrent des équipements photovoltaïques aux écoles africaines et font le suivi à travers un échange par voie électronique d'informations sur les aspects techniques et sociaux.



Anna Moreno, Agence nationale italienne des nouvelles technologies, de l'énergie et de l'environnement

Sibi Bonfils de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF), a déclaré que le renforcement des capacités devrait avoir pour objectif l'élaboration de stratégies et des politiques appropriées pour la promotion des énergies renouvelables et durables. Il a suggéré que les politiques peuvent contribuer à la sensibilisation sur les options existantes et viables des énergies renouvelables, en particulier les normes d'efficacité énergétique et les mesures volontaires.



Sibi Bonfils, Institut pour l'énergie et l'environnement de la francophonie

Au cours de la discussion qui a suivi, un participant a déploré le fait que l'ignorance, le manque d'intérêt de la part des décideurs et la corruption entravent les progrès dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique. Il a suggéré que le renforcement des capacités des journalistes peut permettre aux médias africains de mieux promouvoir les énergies renouvelables, et que l'Afrique devrait mettre sur pied des centres nationaux d'information en matière d'énergies renouvelables. Un autre participant a souligné que l'échec des projets d'énergies renouvelables entraîne chez les utilisateurs une perte de confiance dans les technologies des énergies renouvelables. Takada a rétorqué que le pouvoir d'achat pour les énergies renouvelables est faible en Afrique et que la promotion des marchés pertinents ne doit pas être noyée dans les plans globaux de développement.

SESSIONS PARALLÈLES

CADRES POLITIQUE ET RÉGLEMENTAIRE POUR LA PRODUCTION À GRANDE ÉCHELLE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES: Sur les cadres politique et réglementaire pour la production à grande échelle des énergies renouvelables se sont tenues le mercredi après-midi. Les services de reportage de l'Institut international du développement durable (IIDD) n'a pas couvert la session parallèle sur les questions de politique et de réglementation pour les systèmes autonomes d'énergies renouvelables, en particulier l'électrification des zones rurales.

Questions de politique et de réglementation pour les systèmes d'énergie renouvelable connectés au réseau: Galal Osman de l'Association mondiale pour l'énergie éolienne (WWEA), a souligné l'importance du développement des capacités pour permettre la fabrication au niveau local, des technologies des énergies renouvelables en Afrique. Il a souligné que les énergies renouvelables sont indispensables pour répondre aux besoins futurs en électricité de l'Afrique. Il a aussi insisté sur la nécessité des réformes dans le secteur de l'électricité pour ce qui concerne notamment les tarifs de rachat, la dissociation de la propriété des réseaux de transmission et l'amélioration de l'accès des tiers au réseau de distribution d'électricité.

Kwame Ampofo, membre du Parlement du Ghana, a souligné que l'accès à l'énergie est un droit, pas un privilège, et constitue par conséquent une question qui doit être examinée par le Parlement. À propos des instruments juridiques internationaux dans lesquels les gouvernements ont pris l'engagement d'améliorer l'accès à l'énergie, il a indiqué que la législation constitue le meilleur moyen de surmonter les obstacles à la production des énergies renouvelables. Il a en outre souligné le rôle important des tarifs de rachat dans la protection des technologies des énergies renouvelables contre la concurrence des technologies conventionnelles.

Mufor Atanga du Forum africain pour la réglementation des services publics, a parlé des mesures politiques visant à augmenter la pénétration des marchés africains des énergies renouvelables, notamment les objectifs gouvernementaux mis en œuvre par le biais des régulateurs et des tarifs de rachat. Il a indiqué que l'implication du secteur privé dans la production énergétique est indispensable pour la réalisation de l'accès universel à l'énergie. Atanga a souligné l'importance des autorités de réglementation, observant que la plupart des services publics de réglementation d'Afrique sont en place depuis seulement cinq à sept ans. Il a appelé à une clarification des rôles des décideurs politiques et des autorités de réglementation dans le processus de prise de décision réglementaire.

Kevin Nassiep du South Africa National Energy Research Institute, a expliqué que jusqu'à récemment en Afrique du sud, il existait de la part du marché très peu d'intérêt, et de la part de n'importe quel service public, très peu de pression pour les énergies renouvelables, et que les obstacles réglementaires persistent, malgré l'introduction précipitée des énergies renouvelables en raison de la crise énergétique que traverse actuellement le pays. Il a souligné que le cadre réglementaire actuel n'est pas favorable à la pénétration du marché par les petits producteurs indépendants d'électricité, et a ajouté que les chauffe-eau solaires devraient être obligatoires en Afrique du Sud.

Yinka Omorogbe de l'Université d'Ibadan au Nigéria, a relevé que l'on confond souvent le droit et la politique et que la mise en œuvre des politiques nécessite l'existence d'un cadre juridique. Elle a souligné que le droit international comporte pour les États des obligations qui doivent être remplies de manière appropriée par le biais des systèmes juridiques nationaux. Elle a également insisté sur la nécessité pour la loi de protéger les pauvres.

Les participants ont débattu, *entre autres*: de la question de savoir si le système de réglementation devrait être multisectoriel; de l'importance du charbon pour le développement dans les pays riches en cette ressource; de la nécessité de mélanger les énergies renouvelables; de la nécessité du biogaz pour les utilisations en institution; et de l'importance de l'élimination des monopoles dans le secteur de l'énergie. Un participant a observé que les solutions européennes ne peuvent pas résoudre les problèmes énergétiques africains et a encouragé la démocratisation du système d'approvisionnement d'énergie.

La bioénergie en Afrique: Stephen Karekezi de l'African Energy Policy Research Network (AFREPREN), a parlé de la dépendance de l'Afrique sub-saharienne à l'égard de la bioénergie et a indiqué que l'on prévoit une augmentation de son utilisation. Il a présenté les défis que posent les technologies traditionnelles de bioénergie, notamment la pollution de l'air intérieur et le fardeau social que ces

technologies représentent pour les femmes et les enfants. Parmi les options de la technologie moderne pour la bioénergie, il a mentionné le potentiel des biocarburants pour les transports, la bagasse pour la cogénération et le biogaz pour les utilisations en institution. Il a ajouté que les avantages potentiels de ces options sont notamment la réduction de la pauvreté, l'amélioration des services en énergie et la réduction des impacts sur la santé et l'environnement. Karekezi a recommandé: les conventions d'achat d'électricité normalisées; les tarifs de rachat prédéterminés; les normes pour les mélanges et les prix prédéterminés pour les biocarburants; et les cibles énergétiques et technologiques.

Mamadour Dianka de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest, a parlé de l'expérience de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la bioénergie, en insistant sur un programme multisectoriel de la biomasse. Il a présenté plusieurs projets avec un accent sur la biomasse du charbon de bois au Mali et la biomasse du riz au Sénégal, et sur la noix de cajou utilisée pour la production d'électricité en Guinée-Bissau. Il a rappelé l'importance des stratégies nationales de bioénergie et des partenariats publics-privés, et a fait des projections sur la fin de l'âge du pétrole et le début d'une ère nouvelle de la bioénergie.

Nzola Mahungu de l'Institut international d'agriculture tropicale, a présenté l'initiative du NEPAD sur le manioc qui est centrée sur les marchés, la technologie et la production compétitive et durable. Il a expliqué que, bien que le manioc soit utilisé principalement dans l'alimentation humaine en Afrique, il pourrait aussi être utilisé comme source de biocarburant, comme en Asie. Il a souligné que le manioc pourrait être cultivé partout en Afrique et a insisté sur le potentiel de production compétitive des agriculteurs africains.

Dominik Rutz de WIP, a parlé du projet COMPETE dont le but est de créer un réseau de compétences en matière de cultures énergétiques et d'agroforesterie en Afrique, à travers notamment l'échange des connaissances, la promotion des projets durables de biocarburants et l'amélioration de la coopération Sud-Sud. Soulignant le potentiel négatif des impacts sociaux et environnementaux des biocarburants, il a plaidé pour l'institution des normes de durabilité. Il a ajouté que les normes envisagées par la Commission européenne (CE) pour les biocarburants pourraient constituer des obstacles à l'exportation pour l'Afrique, et a insisté sur le besoin d'aide en matière de conformité pour les petits exploitants agricoles.

Youssou Lo, Coordinateur pour le Sénégal du Programme national pour la gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution (PROGEDE), a présenté le programme PROGEDE qui vise à promouvoir l'accès des ménages aux combustibles durables. Il a expliqué que le programme comprend trois volets: la politique, la réglementation et la demande, et a donné un aperçu des activités de collecte d'informations, notamment les enquêtes sur plus de 300 villages. Lo a mis l'accent sur une approche intégrée pour un développement des énergies renouvelables qui tient compte de tous les aspects pertinents de l'économie



Stephen Karekezi, AFREPREN

mis l'accent sur l'importance des biocarburants pour les pays enclavés.

rurale, en particulier la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

Au cours de la discussion, Karekezi a souligné que les biocarburants liquides ont été présentés sous un angle trop positif, et a mis en relief les avantages de la cogénération. Il a déclaré que l'Afrique devrait s'engager dans l'industrie des biocarburants à ses propres conditions. Dianka a souligné la nécessité d'études socioéconomiques sur les biocarburants et le butane. Les participants ont



Les participants suivent attentivement la session sur l'investissement et le financement pour la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique

INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT POUR LA PRODUCTION À GRANDE ÉCHELLE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE:

Trois sessions parallèles ont été organisées sur l'investissement et le financement pour la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique. La session sur «faire fonctionner Finance Carbone pour l'Afrique» s'est tenue le mercredi soir, tandis que les sessions parallèles sur la mobilisation des ressources internationales et sur le financement des petites et moyennes entreprises en énergies renouvelables et de l'électrification rurale, ont eu lieu le jeudi après-midi.

Faire fonctionner Finance Carbone pour l'Afrique:

Daniele Violetti du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a mis l'accent sur le message de la Conférence de Bali relatif aux changements climatiques suivant lequel le MDP se poursuivra au-delà de 2012. Il a déclaré que 1000 projets du MDP ont été enregistrés et que la Chine, l'Inde, le Brésil et le Mexique en sont les principaux bénéficiaires. Violetti a fait observer que seul un projet du MDP sur les puits a été enregistré et que les projets sont pour la plupart des projets de grande envergure. Il a indiqué que 25 projets sont enregistrés en Afrique, et que d'autres sont en cours d'approbation. Daniele Violetti a également parlé du renforcement des institutions en Afrique résultant de l'accroissement des Autorités nationales désignées (AND).

Violetti a ensuite présenté le Cadre de Nairobi et ses activités de renforcement des capacités pour aider les pays africains à accroître leur participation au MDP. Il a souligné le Forum des AND et le site web du Bazar du MDP, et mis en relief la coopération avec le secteur privé pour promouvoir les investissements du MDP en Afrique. Il a mentionné la décision prise à la Conférence de Bali pour abolir les frais d'enregistrement et le prélèvement du MDP sur tous les projets dans les pays les moins avancés.

Benoît Lebot du PNUD, a donné un aperçu des activités de renforcement des capacités de cette Agence, notamment la Facilité Carbone pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il a indiqué que la Facilité vise à: mettre l'accent sur les projets de haute priorité, renforcer l'impact du MDP sur la réduction de la pauvreté et agir comme un pionnier et un preneur de risque. Il a souligné l'importance des mesures de grande envergure sur l'efficacité énergétique, étant donné que les énergies renouvelables seules ne peuvent pas réaliser toutes les réductions d'émissions nécessaires pour atténuer les effets des changements climatiques.

David Hancock de la GTZ, a mis en relief plusieurs défis énergétiques dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), notamment: le déboisement, la hausse rapide des prix du bois et l'absence des sources d'énergies de substitution. Il a souligné la nécessité d'accélérer le renforcement des capacités technologiques et a expliqué que la recherche des nouveaux marchés et le développement des produits pour les populations à faibles revenus est «une affaire qui peut rapporter gros». Il a également mis l'accent sur le rôle du secteur public, appelant à des règles strictes sur la responsabilité sociale des entreprises.

Rainer Sünnen du Groupe KfW, a expliqué que le MDP programatique comprend un incitatif ou un plan de mise en oeuvre de la politique pour les secteurs privé ou public. Il a donné un aperçu des structures possibles des programmes dont les principaux éléments sont: les subventions, les prêts,

l'approvisionnement et le paiement à la livraison. Il a indiqué que les défis rencontrés par l'Afrique sont notamment la complexité du MDP, les coûts élevés des transactions et tous les obstacles à l'investissement. Parmi les atouts de l'Afrique, il a mentionné l'énorme potentiel de réduction des gaz à effet de serre, les coûts plus bas des transactions à travers les «économies d'échelle» et le MDP-programmatique, la sensibilisation et le développement des capacités, ainsi qu'un financement novateur.

Robert van Buskrk de Lawrence Berkeley National Laboratory, a parlé de ses expériences dans le financement du carbone axé sur la communauté en Érythrée. Il a indiqué que les premières Réductions d'émissions vérifiées ont été vendues dans les années 90, dans le cadre d'un projet de diffusion des réchauds, ce qui a permis de couvrir 10% des villages du pays par l'utilisation d'une méthodologie rationnelle développée indépendamment. Il a en outre parlé des expériences novatrices, notamment une loterie pour les systèmes d'éclairage solaires des ménages.

Au cours du débat, Violetti a parlé des obstacles à la vente des crédits pour puits de carbone dans le cadre du Régime d'échange des droits d'émissions de l'UE et a souligné le nouveau potentiel pour les projets forestiers à travers le MDP programmatique. Il a indiqué que les questions du déboisement seraient abordées au cours des négociations en cours sur l'avenir du régime des changements climatiques. Lebot a expliqué que toutes les propositions de projets au titre du Cadre de Nairobi exigent un parrainage et a insisté sur les besoins de financement en Afrique. Un participant a souligné la nécessité d'une coordination entre le PNUD et l'ONUDI dans la diffusion de l'information sur le MDP.

Mobilisation du financement international: Sebastian Veit de la BAD a parlé de la nécessité de disposer d'importantes ressources pour réaliser l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Il a ensuite résumé les principales leçons notamment, la nécessité de donner la priorité aux questions énergétiques dans les initiatives de réduction de la pauvreté et dans les documents stratégiques des pays. Sebastian Veit a souligné la récente approbation du Cadre d'investissement pour l'énergie propre de la Banque et donné un aperçu des plans pour une Facilité pour l'énergie propre et l'adaptation au climat en Afrique, un Fonds d'affectation spéciale multi donateurs avec un budget total de 200 millions de dollars pour ses trois premières années de fonctionnement. Il a indiqué que la Facilité disposera de deux créneaux de financement, un pour l'accès à l'énergie et l'autre pour l'adaptation aux changements climatiques.

John Moran de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), a indiqué que cet organisme a pour objectif de faciliter les investissements du secteur privé des États-Unis. Il a énuméré les activités pertinentes de l'OPIC parmi lesquelles: les initiatives d'atténuation des changements climatiques, le financement des énergies renouvelables et propres et la fourniture de l'assurance du risque politique pour les projets d'énergies renouvelables. Moran a expliqué que les projets financés dans le cadre de l'OPIC doivent, *entre autres*, être économiquement et écologiquement rationnels et avoir des effets positifs sur le développement. Il a ajouté que l'OPIC offre des prêts pouvant atteindre 250 millions de dollars et a parlé des domaines admissibles au financement dont: les PME à la recherche de petits crédits; les grands projets d'énergie éolienne et solaire; les projets hydroélectriques à petite échelle; les projets de la biomasse appartenant ou pas à un réseau et les projets sur l'efficacité énergétique. Moran a indiqué que l'OPIC vient de lancer un fonds mondial pour les énergies renouvelables et que cette Corporation est disposée à soutenir les investissements privés dans les énergies renouvelables en Afrique.

Bruno Wenn de KfW, a présenté le financement par ce groupe, des énergies renouvelables, ainsi que ses deux fonds carbone. Il a souligné que KfW offre des connaissances techniques et des instruments de financement sur mesure et s'intéresse au financement des projets phares. Wenn a mis l'accent sur plusieurs options de financement, notamment le secteur bancaire local et la mobilisation des ressources nationales.

Laurent Biddiscombe de l'Agence française de développement (AFD), a parlé du financement de l'énergie par l'Agence, notamment les énergies renouvelables et les projets d'efficacité énergétique dont près de la moitié sont mis en œuvre en Afrique. Il a mis l'accent sur la disponibilité d'un grand nombre d'instruments de financement tels que le financement pour les études de faisabilité, les prêts, les subventions et l'assistance technique. Biddiscombe a déclaré que le succès des projets d'énergies renouvelables nécessite: une volonté politique forte; des cadres réglementaires et fiscaux appropriés; des incitatifs pour la participation du secteur privé; un financement novateur; un examen du potentiel du MDP; et l'amélioration des capacités techniques locales.

Rainer Hakala de la CE, a parlé du Partenariat énergétique Afrique-UE, en insistant sur son caractère global et sur la nécessité d'efforts conjoints et coordonnés pour sa mise en œuvre. Il a souligné que 203 millions € ont été mobilisés et 75 projets sélectionnés dans les régions Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) à travers la Facilité ACP-UE pour l'énergie. Il a également mis l'accent sur la participation du secteur privé dans les projets. Il a parlé en outre du Fonds d'affectation spéciale pour l'infrastructure en Afrique nouvellement créé, et des contributions annoncées par la CE et 11 États membres de l'UE totalisant 150 millions €. Il a indiqué que le Fonds interviendrait dans le financement de quatre secteurs, à savoir: les technologies de l'information et de la communication, l'eau, les transports et l'énergie. Il a également parlé du Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables qui a pour objectif d'encourager les investisseurs commerciaux à devenir actionnaires.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont pris note de l'assistance de l'ONUDI à travers son centre régional, pour le développement des petits projets hydroélectriques en Afrique, et de la nécessité de traduire les diverses initiatives énergétiques de l'Afrique en actions concrètes. Les participants ont également discuté entre autres, de la nécessité: de mobiliser les capitaux du secteur privé; d'examiner les disparités dans le financement, notamment dans le domaine de l'électrification rurale; de fournir une formation aux banques locales et d'examiner le cadre institutionnel et politique.

Financement des petites et moyennes entreprises en énergies renouvelables et de l'électrification rurale: Paul van Aalst de E+Co Europe, a souligné que l'énergie propre constitue une opportunité réelle d'investissement pour les PME, expliquant que sa société a investi dans plus de 175 entreprises d'énergie propre à travers le monde, dont 58 en Afrique. Il a parlé du modèle de fonctionnement d'E+Co Europe qui comprend l'investissement sur fonds propres et sur prêts, ainsi que la fourniture des services de développement aux entreprises, et a rappelé les coûts financiers, sociaux, économiques et environnementaux de ces investissements. Il a indiqué qu'E+Co Europe assure également le renforcement des capacités des institutions de micro-finance pour les encourager à entrer dans le secteur de l'énergie propre.

Martina Otto du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a indiqué que les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique



Paul Van Aalst, E+Co, a présenté les options de financement des technologies à petite échelle des énergies renouvelables

ont enregistré une hausse importante en Chine, en Inde et au Brésil, mais qu'en Afrique, ces investissements ont été limités et concentrés en Afrique du Nord et du Sud. Elle a souligné la nécessité de travailler avec les banques et les entreprises locales, afin de stimuler le déploiement des technologies à petite échelle et a indiqué que les banques accorderont des prêts à l'échelle des ménages, si la demande est suffisante. Elle a recommandé des outils pour mobiliser un capital risque et un capital de démarrage afin de stimuler l'innovation, notamment: les services de développement d'entreprise et le soutien politique aux PME. Elle a également recommandé des outils pour augmenter le financement accordé aux utilisateurs finaux pour la production à grande échelle des énergies renouvelables notamment: le crédit à la consommation, le microcrédit et le financement par des tiers.

Sécou Sarr de Enda-tm a déclaré que le secteur privé doit jouer un rôle essentiel dans la production des énergies renouvelables. Il a mis en relief les obstacles à cette production, notamment: la faible capacité des opérateurs en matière de développement de projet; l'insuffisance du capital-risque et l'absence de produits financiers pour stimuler la demande. Quant au financement des demandes solvables, il a indiqué que des informations sur les avantages comparatifs des énergies renouvelables seraient utiles. Pour ce qui est du financement des demandes non-solvables, il a fait savoir que la micro-finance et les autres mécanismes devront être envisagés.



Sécou Sarr, Enda-tm

Till Danckwardt de First Climate, a déclaré que Finance carbone peut être un bon mécanisme de co-financement pour les projets d'énergies renouvelables et a indiqué que des fonds importants sont disponibles pour des investissements. Il a souligné que, d'un point de vue de l'acheteur, il existe une demande croissante pour le financement du carbone en Afrique. Il a expliqué que l'impact du financement du MDP sur le taux de rendement interne des projets d'énergies renouvelables se situe entre 1% et 4,5% et que les coûts du développement du projet du MDP et d'enregistrement peuvent être couverts par les acheteurs de crédits de carbone.

Thierno Tall du Fonds africain pour les biocarburants et les énergies renouvelables, a expliqué que le Fonds vise à devenir le principal bailleur de fonds dans le développement à long terme de l'énergie propre en Afrique et a mis l'accent sur ses investissements, la dette et les composantes du financement du carbone. Il a présenté les projets de l'éthanol et du biodiesel développés par le Fonds. Tall a mis en exergue le potentiel vaste et inexploité pour le financement du carbone en Afrique. À propos des préoccupations des investisseurs pour la non-livraison de crédits, il a expliqué que son institution travaille sur la mise en place d'un fonds de garantie.

Les participants ont suggéré que: les consommateurs de l'énergie traditionnelle paient des petites redevances qui seraient versées comme contribution aux fonds nationaux pour le développement des énergies renouvelables; les gouvernements doivent créer des environnements favorables à l'investissement pour les petites et moyennes entreprises en énergies renouvelables et l'électrification rurale; le marché volontaire du carbone a un potentiel en Afrique; et des fonds supplémentaires sont nécessaires pour faciliter le raccordement des sources d'énergie renouvelables au réseau. D'autres participants ont souligné que les zones péri-urbaines sont souvent négligées dans les discussions sur l'accès à l'énergie renouvelable à petite et moyenne échelles, et que l'absence d'une bonne évaluation du marché peut entraîner l'échec du projet. Till a expliqué que le MDP a rencontré plus de succès en Inde qu'en Afrique parce que l'Inde a ouvert ses marchés aux petits producteurs d'énergie et a rapidement mis en place des institutions pour soutenir le MDP.

TECHNOLOGIES: Quatre sessions parallèles sur les technologies se sont tenues le jeudi après-midi. L'IIDD n'a pas couvert la session sur l'énergie solaire et éolienne.

Technologies de la biomasse et des biocarburants en Afrique: Stanislav Miertus, de l'ONUDI, a expliqué que l'ONUDI centre ses activités sur les aspects industriels des biocarburants, notamment la conversion chimique, physico-chimique, biochimique et thermochimique. Il a présenté les grandes lignes de la situation des biocarburants de deuxième génération, soulignant qu'ils ne sont pas en concurrence avec la production alimentaire de la même manière que les biocarburants de première génération. Tout en mettant en exergue la nécessité du renforcement des capacités, Miertus a parlé des défis posés aux pays en développement, notamment: l'absence des capacités industrielles et de main d'oeuvre compétente; les problèmes des brevets et des permis; et l'absence de planification intégrée de l'adaptation technologique. Il a souligné la décision de l'ONUDI d'appuyer les outils d'évaluation et de sélection des biocarburants.

Stephen Karekezi de l'AFREPREN, a présenté les avantages des biocarburants qui sont en particulier: les opportunités d'emploi, l'amélioration de la sécurité énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Il a présenté l'augmentation des prix des combustibles fossiles, la baisse des coûts de production des biocarburants et les capacités de production existantes comme étant les principaux facteurs déterminants de l'industrie des biocarburants. Karekezi a parlé de deux usines de production d'éthanol du Malawi dont la production annuelle est de 30 millions de litres, et de la production quotidienne d'éthanol du Kenya qui est d'environ 60 000 litres, et a indiqué que cette production est écoulée sur les marchés locaux et régionaux. Il a également parlé de la cogénération comme une option intéressante, et a cité l'Île Maurice comme un pays disposant d'une grande capacité de cogénération et qui a réussi le partage des revenus et de la propriété.

Ben Hagan du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, a présenté l'atelier sur «Biocarburants: Technologies de recherche et de développement pour le développement durable en Afrique», organisé à Accra, Ghana, en décembre 2007. Il a souligné les principales conclusions suivantes: à long terme, le jathorpa pourrait être utilisé pour la production du biodiesel; à court-terme, l'accent devra être mis sur les cultures existantes; il faudra étudier les conditions climatiques des diverses régions d'Afrique; et l'Afrique devra s'adapter aux normes internationales pertinentes de biocarburants et développer des normes locales. Ben Hagan a également souligné la nécessité de mettre sur pied un réseau de chercheurs, de décideurs et d'entrepreneurs africains.

Anna Lerner de la GTZ, a présenté le Programme pour l'énergie de base et la conservation dans la région de la SADEC, qui porte essentiellement sur: l'utilisation efficace des dispositifs énergétiques; l'encadrement politique; et le développement de nouvelles connaissances sur la biomasse et les biocarburants. Elle a mis l'accent sur l'objectif



Session sur les technologies de la biomasse et des biocarburants en Afrique

d'amélioration de l'accès à l'énergie de base pour les ménages des zones rurales et urbaines à travers les technologies existantes et nouvelles.

Arrigo della Gherardesca de OneBioWorld, a indiqué que la hausse des prix des produits alimentaires a conduit à l'extension des terres agricoles et au déboisement. Il a mis en relief le potentiel de l'Afrique en matière de biocarburants, y compris la disponibilité des terres qui ne nécessitent pas de déboisement et la possibilité de doubler la production alimentaire en Afrique subsaharienne tout en produisant également des biocarburants. Il a présenté les marchés locaux africains, pour lesquels les biocarburants n'ont pas besoin d'être transportés, comme un substitut intéressant pour les marchés internationaux et a souligné l'importance de la production de l'énergie «verte» au niveau rural pour le développement de l'Afrique. Della Gherardesca a encouragé la reproduction des «éco villages» sénégalais ailleurs en Afrique. Il a expliqué que la production de l'éthanol n'a pas réduit la pauvreté dans les régions rurales du Brésil et a insisté sur la nécessité des partenariats avec les petits exploitants agricoles et les coopératives rurales efficaces.

Au cours de la discussion, les participants ont entre autres, parlé de la relation entre le travail sur le terrain et les ateliers, ainsi que des défis liés aux techniques et aux capacités en matière de commercialisation et d'utilisation des biocarburants. Ils ont également discuté des véhicules «flex-fuel» fabriqués au Brésil, des faibles revenus des travailleurs agricoles de certains pays et de l'importance des questions de propriété foncière.

Développement de l'énergie hydroélectrique et géothermique: Benoît Lebot du PNUD, a présenté un aperçu général des micro-projets hydroélectriques régionaux du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), avant de parler des principes de financement et des programmes du FEM qui soutiennent le développement des mécanismes de financement des énergies nouvelles. Il a souligné les objectifs stratégiques du FEM, notamment: la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments et des appareils; la remise en service des centrales électriques existantes; l'appui au réseau d'électricité à partir des sources renouvelables; et la promotion des énergies renouvelables pour les services en énergie des zones rurales ainsi que pour l'efficacité énergétique des industries.

Kristján Burgess de Global Center, a présenté le développement énergétique de l'Islande et sa pertinence pour le développement de l'Afrique. Il a expliqué que jusque dans les années 70, l'Islande était définie comme un pays en développement. Il a indiqué que suite à la crise pétrolière de la période 1970-1975, l'utilisation de la géothermie a enregistré une croissance rapide et représente aujourd'hui plus de 50% de l'ensemble des utilisations énergétiques du pays. Il a mis en relief les avantages des ressources géothermiques: elles fournissent une puissance de charge de base stable; produisent très peu ou pas d'émissions de gaz à effet de serre, et génèrent de l'énergie domestique verte et renouvelable à un prix intéressant.

Michael Fink de Association Internationale pour l'Hydroélectricité, a parlé de la forte croissance de l'utilisation de la biomasse en Afrique subsaharienne, en dépit de la disponibilité d'un potentiel d'énergie hydroélectrique inexploité. Il a déclaré que l'Afrique demeure à la traîne des grands producteurs mondiaux d'hydroélectricité, et que son potentiel hydroélectrique représente environ le double de ses besoins actuels en électricité. Michael Fink a suggéré qu'en associant les ressources hydroélectriques avec la bioénergie, l'énergie solaire, éolienne et géothermique, l'Afrique pourrait bâtir une économie prospère et indépendante.

Tong Jiandong du Centre international pour les petites centrales hydroélectriques, a passé en revue les projets entrepris en Afrique par l'ONUDI et le Centre. Il a souligné la nécessité de développer les capacités liées aux technologies à petite échelle d'énergies renouvelables, et de centrer les efforts sur le développement de petits projets hydroélectriques susceptibles de contribuer à la responsabilisation communautaire.

Stratégies pour la promotion de l'efficacité énergétique dans l'industrie, y compris les PME, en Afrique: Soulignant que l'Afrique a la plus haute intensité énergétique du monde et le plus bas niveau d'industrialisation, M'Gbra N'Guessan de l'ONUDI a parlé de la possibilité de réduire la consommation

énergétique dans le secteur industriel africain. Il a indiqué que les programmes d'efficacité énergétique sont nécessaires et qu'à l'heure actuelle l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte sont les seuls pays africains où sont mis en œuvre de tels programmes. Il a insisté sur la nécessité de mécanismes d'encouragements financiers aux niveaux international et national pour promouvoir l'efficacité de la gestion énergétique.

Soulignant que la part des coûts de la production d'énergétique par rapport à l'ensemble des coûts de production est plus élevée en Afrique qu'en Asie, Demba Diop de EPM Consulting a présenté les méthodes et les plans d'action pour la réalisation de l'efficacité énergétique dans les PME. Il a présenté un aperçu des trois étapes de la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique, à savoir: le pré-diagnostic qui permet une évaluation rapide du potentiel d'économie d'énergie; le diagnostic qui sert à quantifier le potentiel d'économie d'énergie; et la faisabilité qui permet de déterminer les mesures nécessaires.

Magaye Ndiaye de Global Management Solutions, a déclaré que toute politique d'efficacité énergétique dans le secteur industriel doit cibler les moteurs électriques car ils représentent 70 à 80% de toute la consommation électrique dans ce secteur. Il a présenté l'approche de son entreprise pour évaluer les économies d'énergie et des coûts de Sotiba, une entreprise textile du Sénégal. Il a fait un résumé des stratégies recommandées pour la réduction d'énergie et des coûts, notamment: l'investissement dans des chaudières utilisant les coques d'arachide comme source d'énergie; la redistribution des transformateurs de courant de manière à tenir compte des besoins actuels en capacités; et la renégociation du contrat de Sotiba avec le conseil national de l'électricité. Makane Mbaye de Techniques et Industries du Sahel, a présenté les stratégies de réduction des coûts et d'énergie que son entreprise a mises au point pour l'Autorité portuaire du Sénégal.

Riyaz Pappar de l'ONUDI, a déclaré que la gestion de la consommation énergétique doit être évaluée et que cette gestion peut générer des économies d'énergie et de coûts. Il a indiqué qu'une approche systémique, plutôt qu'une approche basée sur les composantes, constitue une démarche indispensable à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Il a présenté les évaluations de Save Energy Now effectuées en 2006 par le Département de l'Énergie des États-Unis dans 18 secteurs industriels clés du pays, pour toutes les formes d'énergie. Riyaz Pappar a expliqué que 76% des recommandations sur les économies d'énergie résultant de ces évaluations ont des périodes de récupération de moins de deux ans et que 81 millions de dollars d'économies annuelles ont déjà été réalisées.

Ofosu Ahenkorah de la Commission de l'énergie du Ghana, a déclaré qu'une étude sur l'intensité énergétique industrielle du Ghana a révélé que l'Afrique n'est pas performante dans ce domaine et que le problème serait dû à des facteurs techniques et de gestion. Il a mis en relief les initiatives visant à remédier à la forte intensité énergétique du Ghana, notamment: l'Initiative de l'éclairage efficace et le Label ghanéen de l'efficacité énergétique. Il a souligné que les PME sont vulnérables aux fluctuations du marché et des prix de l'énergie et qu'elles devraient être la cible des institutions de financement de l'énergie.

Heinz Leuenberger de l'ONUDI a fait une présentation sur une production moins polluante, soulignant qu'elle a pour objectif de réduire la consommation de matières premières et de l'énergie. Il a expliqué que l'ONUDI, en partenariat avec le PNUÉ, a mis en place 43 Centres nationaux de production moins polluante et des programmes qui offrent: la sensibilisation et la diffusion de l'information pour les PME en particulier; la formation continue pour les experts nationaux



Heinz Leuenberger, ONUDI

et les consultants; l'assistance technique au niveau de l'usine; et des conseils pour une production moins polluante. Il a indiqué que dans les entreprises plus spécialisées, l'ONUDI et le PNUE comptent combiner les activités de production propre avec des services supplémentaires, tels que la responsabilité sociale des entreprises et l'analyse du cycle de vie.

Les participants ont souligné que les recommandations résultant des audits sur l'énergie font appel au financement et que le renforcement des capacités est nécessaire pour effectuer les diagnostics. Un participant a déclaré que les autorités devraient mettre au point des mesures incitatives pour encourager les entreprises à effectuer les bilans énergétiques de leurs activités.

RÉSUMÉ DES SESSIONS PARALLÈLES CHOISIES:

Dans la matinée du vendredi, les participants se sont réunis en séance plénière pour entendre les résumés des sessions parallèles dont les présidents étaient disponibles, et discuter des résultats.

Pradeep Monga de l'ONUDI, qui a animé la session sur la mobilisation du financement international, a résumé les principales conclusions de cette session ainsi qu'il suit: bon



Pradeep Monga, ONUDI

nombre de pays africains sont confrontés à des difficultés d'accès au financement; plusieurs fonds, ainsi que des moyens fournis par divers investisseurs pour les énergies renouvelables, sont disponibles; le secteur privé a un rôle important à jouer; une politique et un cadre juridique appropriés, ainsi que le renforcement des capacités des banques locales, sont nécessaires; et les économies d'échelle peuvent être promues à travers la coopération régionale et sous-régionale. Monga a ajouté que certains participants ont parlé des objectifs de financement pour les institutions financières internationales.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont parlé de: la nécessité de réfléchir sur les coûts de l'inaction; l'importance des tarifs de rachat et des garanties aux investisseurs; la faisabilité du leadership du secteur privé; la nécessité de l'investissement socialement responsable; et des effets négatifs des subventions des combustibles fossiles et du secteur des transports.

Jacques Moulot de la CENUA, animateur de la session sur le financement des petites et moyennes entreprises en énergies renouvelables et de l'électrification rurale, a déclaré en résumé que: les consommateurs ont besoin d'un financement approprié; pour survivre, les PME doivent fonctionner dans un environnement bien réglementé et protégé; les gouvernements devraient mettre en place les cadres nécessaires pour protéger les PME.

Martina Otto du PNUE, a souligné que les acteurs locaux doivent participer au traitement des disparités observées dans le capital de démarrage, les coûts d'exploitation et le crédit à la consommation. Les participants ont encouragé la décentralisation de l'électricité et une renégociation des



Jacques Moulot, CENUA

règles du MDP d'une manière qui profite à l'Afrique, ou le développement d'un nouveau fonds de financement du carbone pour le continent.

Sid Boubekeur du Centre pour le développement de l'entreprise, animateur de la session sur les stratégies pour promouvoir l'efficacité énergétique dans l'industrie, a mis l'accent sur les recommandations à l'attention du secteur public, notamment la nécessité de: lancer une initiative régionale visant les PME, sur l'efficacité énergétique pour les économies de coûts; améliorer la communication entre les institutions financières et les PME; réévaluer les tarifs et les taxes imposés aux PME; et créer des normes et des standards d'efficacité énergétique dans des secteurs spécifiques, notamment l'éclairage et les bâtiments publics. Il a déclaré que les participants ont convenu que les entreprises doivent élaborer des codes de bonne conduite et des plans de gestion et de surveillance de l'énergie.



Sid Boubekeur, Centre pour le développement de l'entreprise

Au cours de la discussion, les participants ont souligné que les initiatives d'efficacité énergétique ne devraient pas se limiter au secteur industriel.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE ET SEGMENT MINISTÉRIEL

Dans la matinée du vendredi, les participants se sont réunis en séance plénière de clôture au cours de laquelle ils ont examiné le Plan d'action et la Déclaration de Dakar pour la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique. La conférence s'est terminée par un Segment ministériel.

PLAN D'ACTION: Dans la matinée du vendredi, Stephen Karekezi de l'AFREPREN, a présenté les grandes lignes du projet de Plan d'action préparé par un groupe restreint de participants, pour la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique, et a expliqué que le Plan sera finalisé au siège de l'ONUDI après la Conférence. Stephen Karekezi a souligné le principal objectif quantitatif du Plan qui est de porter les flux d'investissements pour la production des énergies renouvelables à 10 milliards de dollars entre 2009-2014. Il a souligné les principes directeurs du Plan, notamment la nécessité:

- d'encourager les institutions nationales et sous-régionales à centrer leurs efforts sur les sources d'énergies renouvelables et les technologies d'énergies renouvelables qui comportent des avantages comparables;
- d'offrir pour les énergies renouvelables des conditions comparables par rapport aux énergies traditionnelles, en veillant à ce que les subventions et les incitatifs soient basés sur les performances, et à inclure des clauses d'extinction explicites; et
- de s'assurer que les initiatives d'énergie renouvelable tiennent compte des initiatives pour l'égalité entre les sexes et le développement socio-économique.

Stephen Karekezi a expliqué que le Plan se compose de cinq domaines-programmes, à savoir: les politiques et le renforcement des capacités et des compétences; le développement des options de financement; les énergies renouvelables pour le développement des entreprises et l'industrialisation; et les questions transversales. Il a mis l'accent sur des actions spécifiques dans chacun des domaines-programmes, notamment:

- établir des tarifs prédéterminés et des conventions standardisées d'achat d'énergie pour l'électricité provenant des sources d'énergies renouvelables;

- intégrer la formation, le renforcement des capacités et le développement des compétences et d'expérience dans le développement, la mise en œuvre et le maintien réels des investissements dans les énergies renouvelables;
- évaluer la viabilité de la création d'un Fonds panafricain pour les énergies renouvelables financé par de modestes taxes sur les importations et les exportations des combustibles fossiles;
- soutenir les entreprises impliquées ou intéressées par la fabrication au niveau local, le maintien et l'entretien des sources d'énergies renouvelables en Afrique, et
- évaluer les risques associés à la production d'énergies renouvelables et déterminer les mesures appropriées d'atténuation des risques.

Il a présenté les grandes lignes du projet de calendrier et des recommandations pour la mise en œuvre du plan.

Les participants ont suggéré d'autres questions à inclure dans le Plan d'action, à savoir: le rôle potentiel de l'énergie marémotrice; la nécessité de réduire la dépendance à l'égard des ressources de la biomasse qui conduit au déboisement et à la dégradation des terres; la création d'un marché régional des biocarburants; les objectifs quantitatifs de la croissance dans le secteur des énergies renouvelables, en plus des objectifs quantitatifs du financement des énergies renouvelables et de la nécessité d'un cadre juridique pour la réalisation des objectifs de la politique.

Les participants ont également recommandé que le souhait de supprimer les subventions à l'ensemble du secteur de l'énergie soit pris en compte et que les risques de changements climatiques soient inclus et considérés comme un déterminant indiscutable de la production des énergies renouvelables.

DÉCLARATION DE DAKAR SUR LA PRODUCTION À GRANDE ÉCHELLE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE:

Dans la matinée du vendredi, à l'issue de la discussion sur le Plan d'action, Sécou Sarr de l'Enda-tm, a donné lecture du projet de Déclaration de Dakar sur la production à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité entre autres: d'inclure une référence aux systèmes d'éducation et aux changements climatiques; de prendre note des disparités entre les pays pour ce qui a trait à la disponibilité des ressources en énergies renouvelables; de souligner les impacts sociaux positifs, notamment la réduction de la mortalité infantile; d'inclure une référence à la biomasse et aux changements climatiques; de supprimer les exemples spécifiques à des pays ou d'en ajouter; et d'inclure une mention sur l'engagement des partenaires au développement de l'Afrique pour le Plan d'action et la mobilisation des fonds supplémentaires.

La Déclaration a été examinée et adoptée lors de la séance plénière de clôture dans l'après-midi du vendredi. Il ressort de la Déclaration que les participants à la Conférence, entre autres:

- sont conscients des sources d'énergies renouvelables "immenses, inexploitées et rapidement disponibles" de l'Afrique, ainsi que de leur contribution potentielle à l'amélioration de l'accès à l'énergie et à la garantie de la sécurité énergétique;
- prennent note du potentiel des énergies renouvelables pour la réduction de l'impact des coûts élevés du pétrole et pour le règlement de la crise énergétique que traversent actuellement la plupart des pays africains;
- sont conscients de la nécessité d'accroître l'approvisionnement en énergie aux fins de la croissance économique;
- reconnaissent les efforts importants déployés actuellement par les pays dans le domaine des énergies renouvelables; et
- reconnaissent la nécessité de tout mettre en œuvre pour surmonter les différents obstacles.

La Déclaration indique en outre que les participants à la conférence ont convenu d'un ensemble de principes directeurs décrits dans le Plan d'action et que, pour réaliser la vision établie par ces principes, ils ont:

- convenu d'un objectif continental commun pour les gouvernements visant, avec l'appui des partenaires au développement, à porter les investissements annuels dans le domaine des énergies renouvelables à 10 milliards de dollars entre 2009 et 2014;

- adopté un Plan d'action comportant cinq programmes clés;
- exhorté les gouvernements africains, les partenaires internationaux, les organisations non gouvernementales et le secteur privé à appuyer la mise en œuvre du Plan en allouant des ressources suffisantes;
- recommandé que l'UA, l'ONUDI et les autres partenaires au développement pertinents mettent sur pied au niveau ministériel, un groupe de plaidoyer appuyé par une unité de coordination.

Martina Otto a déclaré que le PNUE se félicite du projet de Plan d'action et a indiqué de ce Plan s'aligne bien aux conclusions de la Dixième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement organisé à Monaco en février 2008. Elle a souligné le travail du PNUE et de ses partenaires pour l'élaboration de critères de production durable de la bioénergie.

Jean-Marc Gravelini de l'AFD, a déclaré que la montée des prix du pétrole rendent plus attrayants que jamais auparavant les investissements dans les énergies renouvelables, soulignant avec optimisme les possibilités actuelles et nouvelles de financement dans ce domaine.

Mike Enskat de la GTZ, a parlé des possibilités d'intégrer les mesures adoptées par cette conférence dans les initiatives internationales telles que le Partenariat UE-Afrique et les Conférences internationales sur les énergies renouvelables, dont la prochaine session se tiendra en Inde en 2010.

Jacques Moulot de la CENUA, a offert l'assistance technique de la Commission pour la finalisation du Plan d'action.

Phillippe Niyongabo de la CUA, a informé de l'intention de l'UA d'apporter son aide pour la mise en œuvre du Plan d'action, soulignant que plusieurs éléments de ce Plan correspondent aux responsabilités qui relèvent du mandat de la Commission.

Christian Diatta, Ministre sénégalais des biocarburants, des énergies renouvelables et de la recherche scientifique, a souligné le rôle continu que peut jouer la recherche scientifique dans le développement des énergies renouvelables.

SEGMENT MINISTÉRIEL ET SÉANCE DE CLÔTURE: Le vendredi après-midi, les délégués se sont réunis dans le cadre d'un segment ministériel.

José Brito, Ministre de l'économie, de la croissance et de la compétitivité du Cap-Vert, a mis en exergue les défis énergétiques du Cap-Vert résultants de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés et des pénuries d'eau. Il a parlé des plans visant à exploiter le potentiel d'énergie éolienne et à réaliser un objectif de 55% dans la production des énergies renouvelables. Il a pris acte du rôle joué par la Conférence dans la reconnaissance de l'importance du renforcement des capacités et dans l'élaboration des politiques et des stratégies de développement.

Haja Kabba, du Ministère de l'Énergie, Sierra Leone, a mis en exergue le lien entre l'énergie et la sécurité, ainsi que le rôle de l'énergie dans l'amélioration des conditions de la vie des démunis. Elle a décrit l'énergie comme un domaine prioritaire pour le Sierra Leone et a insisté sur la mise sur pied d'un groupe de travail national sur l'énergie, avant de présenter les grandes lignes des plans et des activités visant à accroître la production des énergies renouvelables. Kabba a également souligné la nécessité de la planification régionale et de l'appui des donateurs.

Dumsile Sukati, Ministre des ressources naturelles et de l'énergie de Swaziland, a souligné la mise sur pied d'un groupe de travail sur les énergies renouvelables dans son pays et a indiqué que le Swaziland compte tirer des leçons de l'expérience des autres pays africains.



Haja Kabba, Ministre de l'énergie de Sierra Leone

Manfred Konukiewitz du Ministère allemand de la coopération économique et du développement, a parlé du changement d'attitudes à l'égard de l'énergie, soulignant que les questions énergétiques ne figuraient pas dans l'Agenda 21 de 1991 alors qu'actuellement, l'accent est mis sur les énergies renouvelables. Il a loué l'intérêt du secteur privé pour les énergies renouvelables, sans oublier de mentionner plusieurs défis. Il a indiqué que les partenaires du développement sont prêts à soutenir l'Afrique et a parlé de la récente 15^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement du Groupe Banque mondiale et du nouveau Partenariat UE-Afrique sur l'énergie.

Kandeh Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, a présenté un aperçu des dispositions prises pour finaliser le Plan d'action de la Conférence. Il a pris note des propositions de convoquer une réunion ministérielle sur l'énergie et des questions connexes, telles que le développement économique et les changements climatiques. Yumkella a également souligné la nécessité du renforcement des institutions pour l'exécution du Plan.

Cheikh Soumaré, Premier Ministre du Sénégal, a salué la grande qualité des conclusions de la Conférence qui selon lui, peuvent aider les pays africains à faire face à la crise énergétique actuelle. Il a parlé du potentiel d'énergies renouvelables de l'Afrique et relevé le besoin d'assistance financière et technique. Il a souligné en outre l'importance du Plan d'action et des systèmes nationaux d'information sur l'énergie. Remerciant les organisateurs et les participants, et appelant à un suivi efficace, Cheikh Soumaré a déclaré la Conférence close à 15h55.



Cheikh Soumaré, Premier Ministre du Sénégal

PROCHAINES RÉUNIONS

JOURNÉE DE LA FORÊT: FAÇONNER LE DÉBAT SUR LES FORÊTS ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE CENTRALE: Cette réunion qui se tiendra le 24 avril 2008 à Yaoundé, Cameroun vise à fournir une perspective régionale sur la question des forêts et des changements climatiques. Un large éventail de parties prenantes œuvrant dans ce domaine examineront les questions sociales, économiques, scientifiques, technologiques et politiques, afin de fournir un tremplin pour la prise de décisions politiques éclairées sur les changements climatiques dans la région. Pour plus d'informations, contacter: Janneke Romijn; tel: +237-2222-7449/7451; fax: +237-2222-7450 E-mail: ForestDay-Cameroon@cgiar.org; internet: http://www.cifor.cgiar.org/Events/CIFOR/forest_day_cameroon.htm

SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Cette réunion se déroulera du 5-16 mai 2008 au siège de l'ONU à New York, États-Unis. La session d'examen sera centrée sur l'agriculture, le développement rural, les terres, la sécheresse et la désertification en Afrique. Pour plus d'informations contacter: la Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales des Nations unies; tel: +1-212-963-8102, fax: +1-212-963-4260, e-mail: dsd@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/sustdev/csd>

AMÉLIORATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX DANS LES RÉGIONS SEMI-ARIDES D'AFRIQUE: ENJEUX, DÉFIS ET OPPORTUNITÉS: Cette conférence qui se tiendra au siège de la Commission de l'Union africaine à Addis-Abeba, Éthiopie, les 29 et 30 avril 2008, rassemblera des producteurs, des décideurs, des chercheurs, des acteurs du développement et des partenaires stratégiques pour: définir les facteurs clés des processus des moyens de subsistance ruraux dans les régions semi-arides d'Afrique; s'assurer que les solutions proposées répondent adéquatement à ces questions, et formuler une stratégie

pour une intervention synchronisée et efficace qui facilite la transformation des processus de moyens de subsistance dans cette région. Pour plus d'informations, contacter: Abebe Haile Gabriel, Directeur de l'UA-SAFGRAD; Tel: +226-5-030-607 1/+226-5-031-1598, fax: +226-5-031-1586/+226- 5-030-8246 E-mail: abebe.safgrad@cenatrin.bf; internet: <http://www.africa-union.org/root/au/index/index.htm>

ATELIER RÉGIONAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES CARPATES:

POLITIQUE ET FINANCEMENT: Cet atelier se tiendra à Lviv, Ukraine, les 6 et 7 mai 2008. Organisé par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), l'atelier permettra d'évaluer les expériences régionales actuelles, les opportunités et les défis posés par le développement des énergies renouvelables, et de développer une approche régionale cadre sur les énergies renouvelables. Pour plus d'informations, contacter: Aloma Macho; tél: +43-1-26026-3399 E-mail: a.macho@unido.org; internet: <http://www.unido.org/index.php?id=o86697>

ATELIER INTERNATIONAL DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM) SUR L'ÉVALUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT: RÉSULTATS, MÉTHODES ET CAPACITÉS:

Cet atelier se tiendra à Alexandrie, Égypte, du 10 au 13 mai 2008. Le Bureau d'évaluation du FEM organise cet atelier pour permettre aux participants de partager leurs expériences en matière d'évaluation de projets et de programmes visant le lien entre les changements climatiques et le développement. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de l'Atelier international, Bureau de l'évaluation du FEM; Tel: +1 202 458 8537, e-mail: IntWorkshop@thegef.org; internet: <http://www.esdevaluation.org>

FORUM MONDIAL SUR LES ÉNERGIES

RENOUVELABLES AU BRÉSIL: Ce forum se déroulera à Foz do Iguaçu, Brésil, du 18 au 21 mai 2008. Organisé par l'ONUDI et le Ministère brésilien des Mines et de l'énergie, l'atelier a pour objectif de renforcer les liens interrégionaux et de prendre des mesures communes pour les pays et les régions et visant à réduire la pauvreté et à renforcer la sécurité énergétique à travers l'utilisation des sources d'énergies renouvelables. Pour plus d'informations, contacter: Gustavo Aishemberg; tél: + 43 1 26026 3331; e-mail: g.aishemberg@unido.org; internet: <http://www.unido.org/index.php?id=o86044>

COOPÉRATION INTERNATIONALE SUR

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE: TRAVAILLER ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE FAIBLE EN CARBONE: Cette réunion se tiendra le 28 mai 2008 à Genève en Suisse. Organisée par le Secrétariat de la Charte de l'énergie en collaboration avec le Projet Efficacité énergétique 21 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) et l'Agence internationale de l'énergie, la conférence réunira des hautes personnalités gouvernementales, des représentants de l'industrie et des hauts fonctionnaires des organismes internationaux pour examiner les voies et moyens d'améliorer les résultats de l'efficacité énergétique par le biais du renforcement de la coopération internationale. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la Charte de l'énergie; tél: +32 2775 9851/9854/9800; fax: +32 2775 9834; e-mail: Geneva2008@encharter.org; <http://www.encharter.org/index.php?id=285&L=0>

RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE DU

G8: Cette réunion des ministres de l'énergie des huit pays les plus industrialisés (G8) se tiendra à Aomori City, Japon, les 7 et 8 juin 2008. La réunion sera organisée dans le cadre des préparatifs de l'édition 2008 du Sommet du G8 qui se tiendra du 7 au 9 Juillet 2008 à Hokkaido au Japon. Pour plus d'informations, contacter: Internet: <http://www.do-summit.jp/en/about/summary02.php>

QUATRIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE TOKYO SUR LE DÉVELOPPEMENT DE

L'AFRIQUE: Cette conférence qui se tiendra à Yokohama, Japon du 28 au 30 mai 2008, vise à promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et les partenaires au développement. Pour plus d'informations, contacter: Ministère des affaires étrangères du Japon; tél: +81-(0) 3-3580-3311; internet: <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticad4/>

VINGT-HUITIÈME SESSION DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CCNUCC: Ces rencontres se tiendront à Bonn, Allemagne, du 2 au 13 juin 2008. Il s'agit notamment de la deuxième session du Groupe de travail spécial sur les Nouveaux Engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000, fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: <http://www.unfccc.int>

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE ET LES ENJEUX DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LA BIOÉNERGIE: Cette conférence se tiendra à Rome, Italie, du 3 au 5 juin 2008. Placée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la conférence portera sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans le contexte des changements climatiques et de la sécurité énergétique. Une série de réunions d'experts ainsi que des consultations des parties prenantes seront organisées pendant la période de janvier à avril 2008 dans le cadre des préparatifs. Pour plus d'informations, contacter: Bureau du Sous-Directeur général, Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement; tél: +39 06 57051; fax: +39 06570 53064; e-mail: cccb-secretariat@fao.org; internet: http://www.fao.org/foodclimate/home.html?no_cache=1&L=7

SEPTIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'ÉNERGIE ÉOLIENNE ET EXPOSITION: Cette conférence se tiendra à Kingston, Ontario, Canada, du 24 au 26 juin 2008. Le thème de la conférence sera «Énergie communautaire», porte sur les questions relatives à la propriété et au développement des énergies renouvelables. La conférence examinera en particulier les technologies des énergies renouvelables pour la production d'électricité. Une exposition ainsi que des sessions de formation sur la gestion de projet, le financement, la gouvernance et l'engagement communautaire seront également organisées. Pour plus d'informations, contacter: Sustainable Energy Association; Tel: +1 416.977.4441, fax: +1 416 977 2157 E-mail: info@wwec2008.com; internet: <http://wwec2008.com>

SOMMET DU G8: Ce sommet des huit pays les plus industrialisés (G8) se tiendra à Hokkaido, Japon, du 7 au 9 juillet 2008. Pour plus d'informations, contacter: le Ministère des affaires étrangères du Japon; tél: +81 (0) 3-3580-3311; internet: <http://www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2008/info/index.html>

DIXIÈME CONGRÈS MONDIAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES: Ce congrès se tiendra à Glasgow, Écosse, Royaume-Uni, du 19 au 25 juillet 2008. Pour plus d'informations, contacter: A. Sayigh, World Renewable Energy Congress/Network; tel: +44-1273-625-643; fax: +44-1273-625-768; e-mail: asayigh@netcomuk.co.uk; internet: <http://www.wrenuk.co.uk/wrecx.html>

UNCCD-CRIC 7 ET CST 9: Faisant suite à la décision ICCD/COP(8)/L.30/Rev.1 de la huitième session de la conférence des Parties (COP 8) à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), la septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC 7) se réunira du 3 -14 Novembre 2008 à Istanbul, Turquie. Conformément à la décision ICCD/COP(8)/L.17 de la COP 8, la neuvième session du Comité sur la Science et la Technologie (CST 9) se tiendra en même temps que cette session du CRIC. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCD; tél: +49-228-815-2800, fax: +49-228-815-2898, e-mail: secretariat@unccd.int; internet: <http://www.unccd.int/>

QUATORZIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC ET QUATRIÈME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO: Ces réunions qui sont prévues à Poznan, Pologne, du 1^{er} au 12 décembre 2008, coïncideront avec la 29^e session des Organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2008

GLOSSAIRE

ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AFD	Agence française de développement
AFREPREN	Réseau africain de recherche en matière de politiques énergétiques
AND	Autorité nationale désignée
BAD	Banque africaine de développement
CAE	Commission africaine de l'énergie
CEA	Communauté économique pour l'Afrique
CENUA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CUA	Commission de l'Union africaine
Enda-tm	Environnement et Développement du Tiers monde
FMAE	Forum des ministres africains de l'énergie
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GNERI	Gansu Natural Energy Research Institute
GTZ	Agence de coopération technique allemande
ICSHP	Centre international des petits producteurs d'énergie
IIDD	Institut international du développement durable
MDP	Mécanisme pour un développement propre
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
OPIC	Overseas Private Investment Corporation
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PROGEDE	Programme national de gestion durable et participative des énergies des énergies traditionnelles et de substitution
REEEP	Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
SADEC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UA	Union africaine
UNEA	Nations unies-Énergie/Afrique



Ligne côtière de Dakar, vue du centre de Conférence